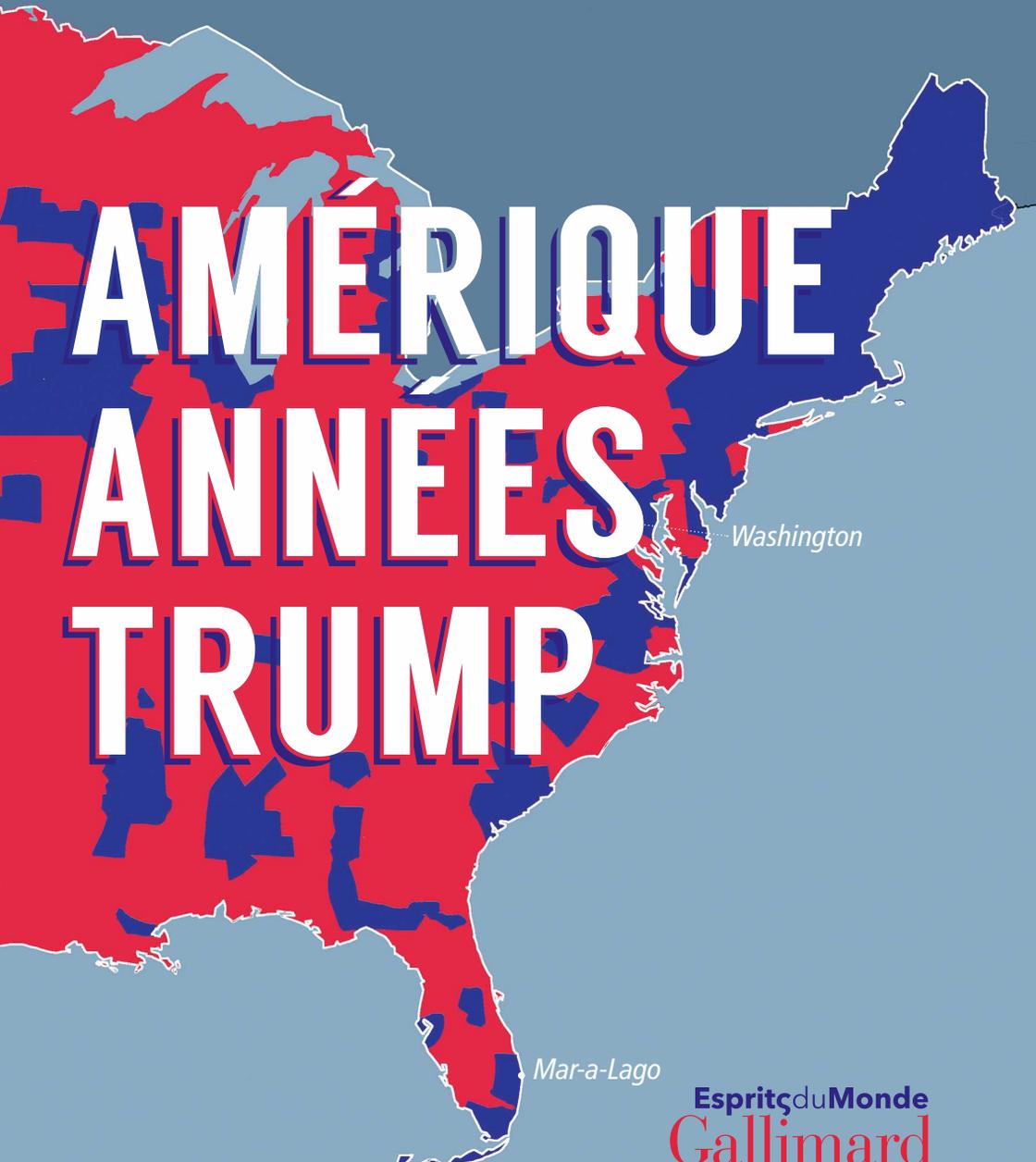


JÉRÔME CARTILLIER
GILLES PARIS



AMÉRIQUE
ANNEES
TRUMP

Washington

Mar-a-Lago

Esprit du Monde
Gallimard

EspritçduMonde

JÉRÔME CARTILLIER
GILLES PARIS

Amérique
Années Trump

Esprit du Monde
Gallimard

Collection dirigée par Gilles Kepel

© Éditions Gallimard, 2020.

Couverture : Carte de couverture © Jacques Ferrandez, 2020.

Pour être honnête, c'est quand je suis en roue libre que je suis le meilleur. C'est aussi là que je suis le pire. Mais ça rend les choses très excitantes.

DONALD TRUMP
Atlanta, 8 novembre 2019

PROLOGUE

Côtoyer Donald Trump au quotidien est une expérience étonnante, déroutante.

En quittant un meeting, ou la Maison Blanche à la nuit tombée, on est souvent groggy.

Dans le bureau Ovale, sous les ors de l'East Room ou à bord d'Air Force One, il nous arrive de nous extraire quelques instants du flot de paroles ininterrompu, d'abandonner la prise de notes pour tenter de mesurer à quel point nous assistons, jour après jour, à des scènes inédites dans l'histoire politique américaine.

Mille fois au cours de ce mandat hors norme nous avons eu le sentiment d'avoir vécu la journée la plus folle, la semaine la plus chaotique. Mille fois nous avons été les témoins, au plus près, de scandales dont on voyait mal, à chaud, comment il pourrait se relever. Mille fois nous avons cru, à tort, déceler les signes d'un tournant décisif, d'un changement de posture.

Il a pourtant traversé, sans jamais changer de style, le choc de la procédure d'impeachment, la secousse tellurique de la pandémie de coronavirus et le drame de la mort de George Floyd sous le genou d'un policier blanc qui a embrasé le pays.

Un soir de novembre 2016, Donald J. Trump a créé la plus grande surprise électorale de l'histoire moderne. L'effet de sidération provoqué par cette déflagration s'est progressivement – mais pas complètement – estompé. Au point que nombre de ses admirateurs comme de ses plus farouches détracteurs répètent, sans tenter d'aller plus loin, « il sera réélu », comme s'il échappait aux lois de la pesanteur politique du fait de pouvoirs surnaturels.

Donald Trump fascine, exaspère ou inquiète. Même au milieu de la tempête de Covid-19, l'enthousiasme inconditionnel qu'il suscite n'a d'égal que le rejet catégorique – parfois mécanique – qu'il provoque. Au-delà des frontières des États-Unis, il est souvent réduit à une aberration, caricaturé en histrion, alors qu'il est le reflet et le dynamiseur de profonds courants qui travaillent la société américaine.

Doté d'une énergie extraordinaire, il avance au culot. Interrogé le 6 octobre 1980, à l'âge de 34 ans, sur sa volonté de devenir un jour président, il avait répondu, amusé et joueur, par la négative, estimant qu'il aurait peut-être du mal à être élu face à quelqu'un « sans grande intelligence mais avec un beau sourire ».

La fidélité spectaculaire de sa base électorale, qui est son principal atout, ne s'est jamais démentie malgré les scandales. L'effet de saturation qu'il impose donne le tournis, paralyse la réflexion, bloque la mise en perspective. Il emporte tout le monde dans un jeu dont il fixe seul les règles et face auquel ses adversaires peinent à se positionner, les observateurs à trouver le ton juste. À coups de tweets, de superlatifs, d'approximations, de rumeurs colportées et de théories du complot distillées, il dicte le tempo.

Il passe en un clin d'œil du costume de président, qu'il n'endosse que furtivement, à celui de candidat enflammé. Au plus fort de l'épidémie de coronavirus, il insulte le matin Nancy Pelosi, présidente démocrate de la Chambre des représentants, qu'il qualifie de « marionnette pathétique » de la gauche radicale. Le même soir, il lance : « Nous travaillons vraiment tous ensemble. Démocrates, républicains, conservateurs, progressistes, nous travaillons ensemble. Il ne s'agit pas de politique, il s'agit de notre pays. » Alors que des centaines de milliers d'Américains sont dans la rue pour dénoncer les violences policières contre les Afro-Américains, il menace de déployer l'armée pour rétablir « la loi et l'ordre ».

Il bouscule les habitudes de Washington, piétine les conventions, casse les codes. Il galvanise les foules au rythme de « Make America Great Again », sa roublardise en bandoulière. Il inspire d'autres responsables politiques qui étudient sa recette, imitent son franc-parler, s'inspirent de ses outrances. Il n'écoute personne : ni ses conseillers, ni le Parti républicain, ni les élus du Congrès, ni ses prédécesseurs. Il ose tout, donne son avis sur tout : la façon dont Theresa May aurait dû gérer le Brexit ou la tonalité de la soirée des Oscars. Il s'autoproclame « génie stable », ne lit pas, ne s'intéresse ni à l'art ni à l'histoire, revendique une politique à l'instinct. Il se moque de ses adversaires politiques et met un soin particulier à leur choisir des surnoms dégradants qui leur colleront à la peau. Il met sans complexe sa fille Ivanka en avant, assure qu'elle pourrait diriger la Banque mondiale ou être ambassadrice des États-Unis à l'ONU. Il tweete sans retenue, tôt le matin, les yeux rivés sur les nombreux écrans de télévision répartis dans la Maison Blanche, transformant chaque journée

ou presque en épisode d'un feuilleton qui le verrait triompher invariablement de ses ennemis. Il dope de manière spectaculaire les ventes des journaux et les audiences des *cable news*, au point de créer une addiction à sa présidence, toujours placée au centre de toute chose pour être encensée ou blâmée. Il va au combat, rebondit, scandale après scandale. Il se heurte au Congrès, aux institutions, à la complexité de l'État et des relations internationales, à des règles sans rapport avec celles pratiquées pendant un demi-siècle au sein de la Trump Organization, souvent à la lisière du droit et de l'éthique. Il reste le porte-voix d'un seul message, répétitif, anxigène. Ses triomphes ne l'incitent qu'à se retrancher toujours plus dans une Amérique forteresse. Il est seul, très seul, dans l'exercice du pouvoir.

Analyser ses quatre années au pouvoir – et évaluer ses chances de réélection pour quatre supplémentaires – oblige à se tenir à distance des hourras d'une base électorale électrisée, qui voit en lui un animal politique invincible, comme des cris d'indignation systématiques d'un anti-trumpisme sans nuances.

Car Donald Trump joue d'une arme redoutable : il divise. Aux élus du Congrès comme aux 330 millions d'Américains, il impose un choix binaire : avec ou contre lui, adhésion inconditionnelle ou rejet sans nuances. Immigration, armes à feu, avortement, santé, environnement, ouverture au monde : il a délibérément et obstinément creusé le fossé entre deux Amérique qui se faisaient déjà face avant son arrivée à la Maison Blanche.

Pendant la violente et soudaine crise sanitaire de Covid-19, qui a fait des dizaines de milliers de morts et poussé des dizaines de millions d'Américains au chômage, il a continué à jouer des mêmes ressorts, à ses risques et périls.

Au cœur de la West Wing, en campagne dans l'Ohio, le Wisconsin ou la Floride, au Vatican, à Hanoï, à Helsinki, au palais de Buckingham, sur les plages du débarquement en Normandie ou dans la zone démilitarisée (DMZ) qui sépare les deux Corées, ce livre est né du suivi, aux premières loges, de la campagne, de l'élection et du mandat de Donald J. Trump. Il est le portrait d'un homme qui déchaîne tous les excès.

PREMIÈRE PARTIE

UN HOMME, UNE OCCASION

Donald Trump a du talent

Un jour de mai 2016, le chroniqueur du Washington Post Dana Milbank a sollicité les services d'un cuisinier de renom de Washington, Victor Albisu, pour tenir une promesse : celle d'ingurgiter l'article qu'il s'était engagé à manger si Donald Trump remportait l'investiture républicaine. Huit mois plus tôt, le journaliste s'était dit en effet convaincu que le soudain attrait suscité par cette candidature auprès de la base républicaine ne durerait pas.

« Je suis tellement certain que Trump ne gagnera pas l'investiture que je mangerai mes mots s'il le fait. Littéralement : le jour où Trump remportera la nomination, je mangerai la page sur laquelle cette colonne est imprimée », avait écrit le journaliste, catégorique. « J'ai cette conviction : les Américains valent mieux que Trump. »

Steak fumé de bœuf de Kobé au papier journal, falafel grillé à la chronique, café cubain filtré à l'article de presse, Dana Milbank, par ailleurs fin gourmet, s'est exécuté sous le regard d'une caméra. Il a poussé la conscience professionnelle jusqu'à arroser ces mets de vins produits par les vignobles Trump de Virginie. Une dose d'un médicament visant à prévenir les ulcères à l'estomac a conclu le festin. Le chroniqueur n'a pas été le seul imprudent. Bien d'autres, responsables politiques, universitaires, ont perdu des paris similaires.

Traité initialement avec dédain, voire avec mépris, lors de son entrée dans la campagne républicaine, le milliardaire a longtemps été sous-estimé. Dans les premiers mois de sa campagne comme après son arrivée à la Maison Blanche, son oraison funèbre politique a souvent été prononcée. Il a pourtant en grande partie inventé et imposé une pratique nouvelle du pouvoir. Elle explique sa résistance aux éléments qui n'ont cessé de se déchaîner depuis son élection.

LA CAMPAGNE PERPÉTUELLE

La machine Trump est un mouvement permanent pour lequel il n'économise aucune ressource. Mobilité, ténacité, imprévisibilité définissent la quête du pouvoir comme son exercice depuis que le milliardaire a descendu l'escalier mécanique de la Trump Tower de New York, le 16 juin 2015, pour annoncer qu'il brigait l'investiture républicaine pour la présidentielle de 2016. Aussitôt candidat, il laboure les États-Unis. Aussitôt élu, il engage la bataille suivante. Toujours, il est en campagne et rassemble ses troupes. Le nombre et la régularité des meetings attestent de leur centralité dans l'entreprise politique de Donald Trump.

Le tourbillon trumpien brouille la mémoire. Qui se souvient que le slogan de 2020, « Préserver la grandeur de l'Amérique » (« *Keep America Great* »), est mentionné pour la première fois dans un entretien au *Washington Post* le 18 janvier 2017, avant même sa prestation de serment ? Jamais aucun président avant lui n'a été aussi précoce. Deux jours plus tard, tandis qu'il promet de mettre fin au « carnage » qui a selon lui dévasté l'Amérique, il fait déposer à la Federal Election Commission son dossier

pour sa réélection. Une obligation légale qui n'a pas valeur de déclaration officielle, mais un impératif compte tenu des dons qui continuent d'affluer sur son compte de campagne, encouragés par ses équipes. Moins d'un mois après son arrivée à la Maison Blanche, l'homme d'affaires devenu président des États-Unis tient son premier meeting politique à Melbourne, en Floride, un État traditionnellement disputé.

Seule la crise de coronavirus parvient à interrompre ce mouvement perpétuel, en mars 2020, privant le président de ce porte-voix. À l'heure de ce séisme sanitaire, il ronge d'ailleurs son frein, évoque avec frustration dès le 29 avril l'hypothèse de meetings où les règles de distanciation physique devraient être respectées.

J'espère que nous pourrons bientôt en faire. C'est super pour le pays. C'est super pour beaucoup de choses. C'est pour moi une excellente façon de faire passer mon message. J'espère donc vraiment que nous pourrons organiser des rassemblements. Je n'aime pas ceux où nous serions assis [à distance les uns des autres]. Si j'entre, et que je vois ça, ça perd beaucoup de saveur. [...] Je dirais ceci : pour les rassemblements que nous avons jusqu'à ce que nous ayons dû arrêter, le principal problème, c'est qu'ils étaient très importants. [...] Dans un cas – je pense qu'ils ont dit que cela s'est passé dans le New Jersey – 175 000 personnes se sont présentées dans une arène prévue pour 9 000 personnes [l'affluence totale avait été estimée à 15 000 personnes par les autorités locales].

Après trois mois d'arrêt, l'impatience pousse Trump à tenir le premier meeting de cette nouvelle ère le 20 juin, à Tulsa, dans l'Oklahoma, au mépris des recommandations de sa propre administration. Toute la semaine, son

équipe de campagne annonce des chiffres de participation astronomiques. Le dernier évoqué est vertigineux : un million de demandes de tickets pour une salle de 19 000 places ! Les cas de contamination sont repartis à la hausse dans l'Oklahoma au cours des jours qui ont précédé, mais le président n'en a cure.

Un gigantesque dispositif est mis en place pour accueillir le peuple trumpiste le jour dit. Sous un soleil de plomb, des dizaines de stands de casquettes rouges et de t-shirts frappés des slogans du président entourent le Bank of Oklahoma Center, l'enceinte sportive de la ville où il doit s'exprimer. Anticipant la marée humaine annoncée, des camions réfrigérés stationnent pour mettre à disposition des milliers de bouteilles d'eau. La température des participants est vérifiée et une armée de bénévoles leur propose sans succès des masques et des flacons de gel hydroalcoolique.

Les heures s'écoulent, mais l'esplanade équipée d'un écran géant destinée à recevoir le trop-plein de fidèles, aux portes du complexe, reste vide. À l'intérieur, les gradins supérieurs sont déserts lorsque le président fait son entrée. Son volontarisme l'a piégé. L'appréhension générée par le virus l'a emporté sur la passion politique. Deux jours plus tard, la publication providentielle de l'audience historique de la chaîne conservatrice Fox News, qui a diffusé son discours (plus de 7 millions de téléspectateurs), permet cependant à l'équipe de campagne du président de relativiser le fiasco.

Les meetings sont tout au long du mandat le théâtre itinérant d'une nostalgie : celle de la campagne victorieuse, seul contre tous, de 2016. Sans cesse il y revient, raconte ce flot qui l'avait contraint dans les premières semaines de

sa participation à la primaire républicaine, en août 2015, à déplacer le meeting prévu dans une salle de 4 000 places à Mobile (Alabama) vers un stade dix fois plus grand. Sans préciser qu'il n'avait été rempli qu'à moitié. Il refait de même le récit de la soirée électorale, égrène la liste des États qui tombaient comme des dominos.

Il répète les chiffres de ses publics, les exagère, décuple ses audiences, jure devant la foule que si la salle du jour est comble, d'autres troupes aussi nombreuses rugissent à l'extérieur devant des écrans géants, ce qui est souvent le cas. Il ne se compare jamais à un autre homme politique mais à un artiste populaire de sa génération, le Britannique Elton John, chaque fois qu'il bat un record d'affluence. Ces chiffres sont pour lui la preuve de son sens politique et l'expression de son emprise sur les États-Unis, ce qui rend l'échec de Tulsa, en terre républicaine, d'autant plus cuisant.

Pendant la pandémie, faute de salles pleines à craquer, l'audimat de ses briefings quotidiens à la Maison Blanche est alors vanté avec la même emphase, comme ici le 21 avril :

J'ai eu d'excellents « classements » toute ma vie, cela n'a rien d'inhabituel pour moi. Les notes de la conférence de presse de la Maison Blanche « crèvent le plafond » (c'est mieux que les soirées de football du lundi, que la finale du Bachelor [une émission de télé-réalité], mieux que le @nytimes).

Cette dynamique des meetings est portée par une force physique rare pour un septuagénaire qui mange pourtant mal, ne s'entretient guère et dort très peu, comme en

témoigne son activité nocturne et matinale sur Twitter. Son premier médecin à la Maison Blanche, le contre-amiral Ronny Jackson, a eu affaire avant lui à des présidents plus jeunes à la vie autrement saine, George W. Bush et Barack Obama. Début 2018, il doit déployer des trésors de langage diplomatique pour signifier que le président est en surpoids et qu'il ne fait pas assez d'exercice. Il ajoute cependant que son patient possède des « gènes » présentés comme supérieurs qui compensent ces carences. Satisfait, Donald Trump tentera, sans succès, de l'imposer à la tête d'une des plus grosses administrations fédérales, le ministère des Anciens Combattants.

De fait, le président qui se flatte de n'avoir jamais ni fumé ni bu, marqué par la dérive de son frère aîné, Fred Jr., alcoolique décédé en 1981 à l'âge de 42 ans, semble en public insensible à la fatigue, vantant une « endurance » dont ses adversaires républicains ou démocrates seraient quant à eux privés. Les surnoms dont Donald Trump fait un usage immodéré à l'égard de ses adversaires y font constamment référence. Le président des États-Unis n'est pas plus le « Low Energy » Jeb Bush, lors des primaires républicaines de 2016, que le « Sleepy Joe » Biden, son adversaire démocrate de 2020. Lui est capable à la veille du scrutin de 2016 de se lancer dans un marathon de réunions publiques, aux quatre coins des États indécis, les *swing states*, qui contribuera certainement à sa victoire, arrachée dans le Wisconsin, le Michigan et la Pennsylvanie.

Cette énergie a trouvé sur le tard à s'employer sur les estrades. Donald Trump n'a cessé de jouer avec l'idée d'une candidature présidentielle. Mais ce chemin a été tortueux, hésitant, discontinu. Après l'élection de Barack Obama, en 2008, alors qu'il commence à manifester de

plus en plus ouvertement l'envie de plonger dans cet univers qu'il ne connaît que par ses largesses de donateur, tout d'abord pour le bénéfice presque exclusif des élus démocrates new-yorkais, il a déjà peaufiné son image.

Promoteur immobilier à succès était devenu un véritable rôle, que Donald Trump a endossé en personne dans des films et des séries. Puis il est guetté par la banqueroute au mitan des années 1990, avant un rétablissement immédiatement raconté dans l'une des biographies qui portent sa signature. Il se transforme ensuite en star de la télé-réalité dans les jeunes heures de ce genre, puisqu'il débute sur les plateaux de NBC en 2004.

Pendant quatorze saisons, il est la vedette de l'émission « *The Apprentice* », diffusée sur l'une des plus puissantes chaînes américaines. Il y joue l'homme d'affaires qui n'a pas son pareil pour sélectionner les talents. La première saison est un triomphe avec une moyenne de 20 millions de téléspectateurs par épisode et près de 30 millions pour la finale. Le public ne cessera de s'amenuiser, sous l'effet d'usure, mais Donald Trump a accédé à des milliers de foyers américains qui ont pu se familiariser avec sa faconde, ses excès et ses formules à l'emporte-pièce.

Une partie de ce public assiste désormais à ses meetings, où elle retrouve le même homme. Jamais elle ne tient rigueur à l'ancien animateur devenu président des États-Unis de son style non conventionnel. La fonction de réassurance de ces réunions publiques, le rappel des mots d'ordre et des promesses, se double avec Donald Trump de celle de divertissement, et le président veille à ce que chacun en ait pour son argent.

Un meeting de Donald Trump est aussi un spectacle et il le revendique. Un soir d'avril 2019, il retrouve ainsi

ses partisans à Green Bay, dans le Wisconsin. Au même moment, le dîner annuel de l'Association des correspondants de la Maison Blanche, un rendez-vous incontournable, rassemble à Washington une presse qui lui est majoritairement hostile. L'occasion d'entretenir cette fracture entre « eux » et « nous » fondatrice du trumpisme, mais aussi de rappeler une certitude. « On est samedi soir, est-ce qu'il y a un endroit où on s'amuse plus qu'à un meeting de Trump ? » demande le président, sûr de la réponse de ses troupes. L'extrait est diffusé sur écrans géants en Floride, moins de deux mois plus tard, le jour de son entrée officielle en campagne de réélection.

Ce spectacle tient du stand-up, de la performance. Le discours désinhibé, débridé, place régulièrement Donald Trump au bord de la provocation ou du dérapage. Son public vient l'entendre en espérant assister à un coup d'éclat dont la presse glosera des jours durant et dont il aura été, par ses rires et ses applaudissements, le témoin complice.

À l'automne 2017, dans l'Alabama, Donald Trump s'en prend avec virulence à Colin Kaepernick, ancien maître à jouer (*quarterback*) des 49ers, l'équipe de football américain de San Francisco. Ce dernier, afro-américain, a lancé un an plus tôt sur les pelouses un mouvement de protestation contre les violences policières dont sont victimes les Noirs, plus que toute autre communauté, en posant un genou à terre pendant l'exécution de l'hymne national qui précède chaque rencontre. Le mouvement a fait long feu, le joueur a été écarté des terrains, mais Donald Trump sait que son public républicain a réprouvé l'initiative. À la veille d'une primaire républicaine pour une élection partielle sénatoriale, il ravive la controverse.

« Est-ce que vous n'aimeriez pas que les propriétaires de ces clubs, lorsque quelqu'un manque de respect au drapeau, disent : "Sortez-moi ce fils de pute du terrain immédiatement ! Dehors ! Il est viré ! Il est viré !" » s'exclame-t-il en reprenant sa sentence couperet de « The Apprentice », celle par laquelle il congédiait les candidats malheureux. Le public gronde d'aise. En octobre 2019, évoquant son adversaire politique Joe Biden, il assure qu'il a été « un bon vice-président uniquement parce qu'il a léché le cul d'Obama ». Un autre adversaire démocrate, Beto O'Rourke, abandonne la course à l'investiture, le 1^{er} novembre de la même année. « C'est un chien », juge aussitôt le président des États-Unis.

Fin 2018, dans le Montana, il apporte un soutien appuyé au représentant sortant Greg Gianforte, condamné quelques mois plus tôt à des travaux d'intérêt général pour avoir agressé et jeté au sol un journaliste du *Guardian* qui le pressait de questions à la veille d'une élection. L'incident n'avait pas empêché la victoire de l'agresseur. « Quand j'ai entendu ce qu'il avait fait, j'ai dit : "Attendez une minute. Je connais assez bien le Montana. Je pense que cela pourrait l'aider." Et c'est ce qui s'est passé ! » affirme le président. « C'est mon genre de gars », insiste-t-il devant une salle hilare.

Tout à sa défense des énergies fossiles, charbon en tête, il aime moquer les énergies renouvelables. « Chérie, je veux regarder Donald Trump à la télévision ce soir mais le vent ne souffle plus. » En avril 2019, il va plus loin. « Si vous avez une éolienne près de chez vous, félicitations ! La valeur de votre maison vient de perdre 75 %. Et ils disent que le bruit provoque le cancer. »

Ce que Donald Trump a fait de l'exercice un peu

fastidieux du meeting lui a permis de compenser des faiblesses structurelles considérées initialement comme rédhibitoires. Il entre en campagne en 2015 avec une équipe étique. Elle est limitée initialement à un conseiller sulfureux vite écarté, Roger Stone, ancien expert en coups tordus passé par l'administration de Richard Nixon plus de quarante ans plus tôt, et à Corey Lewandowski, un directeur de campagne sans grande envergure venu du réseau Americans for Prosperity, financé par les frères milliardaires Charles et David Koch, alors les banquiers de la droite américaine.

Mais les foules qu'il rassemble et ses saillies provocatrices attirent très vite l'attention des chaînes d'information du câble, qui décident alors de diffuser l'intégralité de ces grands-messes en direct. Par la seule force de son verbe, Donald Trump peut s'affranchir du carcan qui fait de la politique américaine une perpétuelle quête de fonds. Son pilotage à l'instinct le dispense également des services d'une véritable industrie avec ses consultants, ses stratèges, et des milliers de données remâchées sans cesse pour accoucher d'une tactique, État par État, public par public.

L'attention des chaînes d'information lui permet de camper très vite au centre du jeu, sans bourse délier, d'en prendre le commandement, d'imposer son rythme. L'entrée à la Maison Blanche ne modifie pas cette architecture minimaliste. Les titulaires du poste de directeur de la communication et de porte-parole se succèdent comme jamais sans imprimer leur marque, courant sans cesse derrière les changements de pied, les accélérations ou les incohérences du président.

Il est seul aux commandes, sous les projecteurs. Il est

celui qu'on vient voir et dont on attend les oracles. Celui qui dit les choses « telles qu'elles sont », même si, surtout si elles écorchent les oreilles. Les saisons successives de « *The Apprentice* » lui ont donné l'occasion de perfectionner ses effets, de sentir son public. La course par élimination de prétendants à un poste de prestige dans son empire immobilier qui constituait le ressort de cette émission lui a permis d'apprécier le goût de ceux qu'il rassemble pour la mise en scène de la cruauté, l'attraction que suscite la mise au pilori.

Il use de ce moteur, dénonçant à la vindicte ses adversaires réels ou imaginaires, ridiculisés et humiliés, comme les méchants des combats d'opérette de la Fédération américaine de catch avec laquelle il a longtemps frayé. Très vite, il a d'ailleurs désigné à la vindicte la presse présente à ses meetings. Un exutoire commode, muet par fonction, enserré derrière des barrières métalliques. Une incarnation des « autres », d'un Washington présenté comme pourri par la compromission et la connivence, censeur du politiquement correct que lui, Donald Trump, défie et ses fidèles avec lui. Cette mise en cause emprunte aux jeux de massacre symboliques synonymes de libération, comme ces piñatas de naguère, incarnation des sept péchés capitaux.

Lors des premières réunions publiques du milliardaire auxquelles nous avons assisté, au Texas puis dans le New Hampshire, à l'été 2015, l'accueil que nous réservaient ses fidèles était semblable à celui des sympathisants des autres candidats républicains. Notre statut de correspondants étrangers atténuait les critiques. Puis cette relation s'est crispée au rythme des mises en cause des journalistes. La défiance s'est installée. Progressivement, l'instant

consacré à cette stigmatisation est devenu un élément du programme, pendant lequel la foule se retourne d'un bloc vers le carré de pestiférés, visé par des regards qui vont du dédain amusé à une agressivité revendiquée.

Spectacle, théâtre, costume. Donald Trump a choisi le sien le jour de son entrée en campagne. Costume bleu marine griffé des meilleurs tailleurs, dont Brioni auquel il est fidèle depuis « *The Apprentice* », cravate rouge nouée longue et chemise blanche. Les couleurs de la bannière étoilée. Pas question pour lui de sacrifier en meeting à la scène traditionnelle qui voit le responsable politique tomber la veste et retrousser ses manches. Ni de se présenter en jean et chemise à carreaux dans les bastions agricoles, comme à l'Iowa State Fair de Des Moines, ou de se soumettre aux autres passages obligés d'une élection présidentielle américaine. Il est l'homme d'une seule apparence, immédiatement reconnaissable entre tous.

Donald Trump a imposé dès le début une distance, matérialisée par des barrières métalliques sur le parcours de ses entrées en scène et la présence de gardes du corps, très tôt lors de la bataille des primaires républicaines, lorsque les candidats se montrent d'ordinaire accessibles, littéralement à portée de main. Cette distance s'amplifie avec ses succès électoraux et la prise en charge de sa sécurité par le Secret Service, l'unité chargée de la protection des personnalités. Les bains de foule sont réduits au minimum. Sur les estrades, le président est installé derrière son pupitre encadré de prompts. La proximité avec ses fidèles, l'affichage de la confiance et de la décontraction sont portés par ses mots.

Très souvent, le président s'affranchit de son discours, digresse, s'égare, revient à son texte, s'en écarte à

nouveau, comme lors de sa participation au Conservative Political Action Conference (CPAC), le grand rassemblement annuel des conservateurs américains organisé par un proche, Matt Schlapp, en mars 2019, près de Washington, où il parle pendant deux heures et deux minutes.

Je vais vous dire que Matt Schlapp adore ça. Il se dit : « C'est beaucoup plus que pour ce que nous avons payé. » Vous savez, normalement vous lisez quelques pages et vous dites : « Au revoir, les amis. » Mais vous savez ce que j'aime à ce sujet ? Premièrement, je vous aime et vous m'aimez. Nous nous aimons. Nous avons fait quelque chose que personne n'a jamais fait. [...] Vous savez, j'ai un grand ami à New York, c'est un tueur, froid comme la pierre. C'est un homme brutal. En fait, il n'est même pas un bon ami à moi parce qu'il pourrait se retourner contre moi en deux secondes. Mais c'est un gars très riche. Et il a dit : « De quoi vas-tu parler aujourd'hui ? Genre, qu'est-ce que tu vas dire ? » J'ai dit : « Je ne sais pas. Je ne sais pas. » Il a dit : « Je viens d'entendre que tu auras la plus grande foule de l'histoire de CPAC. Ils sont partout. En fait, pas seulement dans cette pièce géante, mais aussi [devant leurs télévisions], dans de nombreuses chambres d'hôtel, partout. » [...] Mais ce gars – vous connaissez tous son nom –, c'est un gars très riche. Et il a un problème avec une chose qu'on appelle « parler en public ». S'il doit parler à plus de cinq personnes, il s'étouffe. Il ne peut pas respirer. On lui dit : « Est-ce que ça va ? » Il tue des gens en gagnant sa vie, c'est-à-dire mentalement et financièrement, mais face à un public de neuf personnes, c'est « euh ». Et il me dit : « Comment tu fais ? » Je lui dis que c'est facile.

Donald Trump s'autorise tout ce que les autres s'interdisent pour mieux souligner sa différence. Ces échappées

sont régulièrement des tourments pour qui s'efforce de le traduire dans une autre langue que la sienne. Ces « *great people* », « *fantastic city* », « *very special* » qui reviennent en boucle ont rarement des équivalents convaincants. Le président affectionne également les parenthèses qui s'étirent en longueur comme les lacets d'un sentier de montagne, éloignant l'auditeur du sujet de départ, jusqu'à le perdre.

Donald Trump parvient à attirer à ses meetings un public désabusé qui avait rompu avec la politique. Le milliardaire new-yorkais, ambassadeur d'un luxe ostentatoire et clinquant, réalise ainsi une prouesse : se faire le porte-parole des « oubliés », des laissés-pour-compte, de ceux que les démocrates, tournés vers les minorités, et les républicains, défenseurs du « *big business* », ont délibérément négligés, assure-t-il.

Le violent contraste qu'il crée en piétinant les conventions respectées par les autres candidats, qu'ils soient démocrates ou républicains, est perçu comme un gage d'authenticité, comme ses dérapages à répétition. Hétérodoxe, iconoclaste, le candidat parvient en 2016 à incarner un rôle d'agent de changement qui compte dans sa victoire. Le retour régulier aux sources de son succès, ces meetings mensuels, concentrés dans les États stratégiques pour 2020, est la garantie d'une non-présidentialisation offerte à ses troupes. « Je n'étais pas comme les autres et je ne le suis toujours pas », peut ainsi jurer Donald Trump, malgré l'enfermement dans la Maison Blanche et le poids écrasant de l'État.

Cette posture vaut à Donald Trump quelques prises dont il fait le meilleur usage. Lee Greenwood en fait partie. Cette figure de la musique country est un monument aux États-Unis. Il est l'auteur d'un hymne patriotique

très consensuel, *God Bless the USA*, écrit après la destruction par un missile soviétique d'un avion de la compagnie Korean Air Lines en route vers Séoul, en septembre 1983. Ce Boeing 747 avait pénétré par erreur dans l'espace aérien de l'URSS. À son bord avaient pris place de nombreux citoyens américains.

« Si demain tout ce que j'ai bâti ma vie durant devait disparaître et si je devais tout recommencer avec juste ma femme et mes enfants, alors je remercierais ma bonne étoile qui m'a fait vivre ici, car le drapeau représente toujours la liberté et personne ne peut nous l'enlever », chante Lee Greenwood. Après le 11-Septembre, la chanson devient le cri de ralliement d'une nation blessée. Elle est reprise par l'inoxydable Dolly Parton, autre star de la country, en 2003, année de l'invasion de l'Irak, comme par la star de RnB Beyoncé, proche de Michelle et Barack Obama, pour les dix ans des attentats d'Al-Qaïda, au profit des familles des victimes de 2001.

Lee Greenwood, qui se mêle peu de politique, a chanté lors des fêtes qui accompagnent à Washington la prise de fonctions d'un président à chaque intronisation d'un républicain. Il est au côté de Donald Trump à la veille de sa prestation de serment, le 19 janvier 2017. L'artiste rappelle alors ce qui l'avait poussé à écrire *God Bless the USA* dans un entretien au magazine *Rolling Stone* : « Je voulais juste avoir quelque chose qui donnerait vraiment à tout le monde un truc à quoi se raccrocher, à s'unir. » Puis sa chanson fait son chemin sur la bande-son des meetings. Elle y prend ses aises, portée par la foule trumpiste qui la connaît sur le bout des doigts. À la veille des élections de mi-mandat, à Chattanooga dans le Tennessee, Lee Greenwood, sur scène, la voix rendue un peu moins sûre

par ses 74 ans, entonne son hymne au moment où Donald Trump s'avance. L'ovation du public est énorme.

Quelques minutes plus tard, les deux septuagénaires échangent une poignée de main et un salut militaire, même si aucun d'eux n'a servi sous les drapeaux. « Wow ! On commence par où ? On commence par où ? » demande ensuite Donald Trump, comme pris par l'émotion, après le départ de l'artiste. « Je ne savais pas que Lee serait là, ça a été une surprise », assure-t-il. « On aime cette voix et on aime cette chanson, pas vrai ? » poursuit-il. Le public confirme bruyamment. Le chanteur reprend du service le lendemain dans le Missouri, à Lake Girardeau, juste avant l'ouverture des bureaux de vote.

L'ART DE DÉBOUSSOLER

Donald Trump excelle dans l'art de faire perdre tout sens de la mesure. À ses adorateurs comme à ses détracteurs. Une forme d'aveuglement devient la norme. Pour Trump ou contre Trump. Caricatures contre caricatures. Une partie de l'Amérique jubile. Une autre s'étrangle. Entre les deux ? Personne, ou presque.

L'acteur Johnny Depp incarne cette perte de contrôle lorsqu'il estime en juin 2017, dans une boutade lors du festival de Glastonbury en Angleterre, qu'il est « peut-être temps » qu'un acteur assassine un président américain. Un mois plus tôt, l'humoriste et actrice Kathy Griffin a posé pour un photographe, brandissant une fausse tête ensanglantée du président, déclenchant une enquête du FBI. Deux ans plus tard, l'ancienne Première ministre canadienne Kim Campbell souhaite publiquement que

l'ouragan Dorian, qui doit s'abattre sur les côtes américaines, ravage Mar-a-Lago, le club de luxe du président en Floride. Excuses piteuses, opprobre public, preuve de l'hystérie d'une partie des détracteurs du président : chaque fois, Donald Trump triomphe.

Le limogeage brutal du patron du FBI James Comey le 9 mai 2017 provoque une onde de choc à Washington. La sortie de son livre, un peu moins d'un an plus tard, est attendue avec impatience, ou fébrilité, suivant l'angle de vue. La littérature Trump, certes, est déjà abondante. Mais l'auteur n'est pas cette fois-ci un ancien conseiller amer en quête d'un coup éditorial, mais un ancien fonctionnaire de haut vol, un grand serviteur de l'État, une figure à tous égards imposante.

Le titre de l'ouvrage – *A Higher Loyalty : Truth, Lies, and Leadership* – laisse entrevoir la volonté de se placer au-dessus de la mêlée. Le contenu, pourtant, donne la mesure de la rancœur d'un homme remercié sans ménagement par un locataire de la Maison Blanche colérique. Si la description minutieuse d'un président n'ayant que son ego comme boussole entre en résonance avec un faisceau de témoignages, l'ancien premier flic des États-Unis lance aussi des attaques très éloignées du droit ou de la morale contre le républicain. Il moque son teint « orange », ses poches « très blanches » sous les yeux attribuées à des séances de bronzage artificiel, sa coupe de cheveux (« Je me rappelle m'être demandé combien de temps il lui fallait pour mettre tout ça en place le matin »). Il lâche aussi, dans une provocation calculée, une pique sur la taille de ses mains.

Ces quelques lignes ne passent pas inaperçues : elles renvoient à un épisode – mémorable – de la primaire

républicaine lorsque le jeune sénateur de Floride Marco Rubio avait moqué les « petites mains » de l'homme d'affaires de New York. Malmené par son rival septuagénaire qui l'affuble de surnoms méprisants – « Little Marco » ou « Little Rubio » suivant les jours –, voyant la nomination lui échapper, il décide, début 2016, de changer de ton. « Nous sommes arrivés à la conclusion que si se joindre au grand cirque était le prix à payer pour, in fine, pouvoir parler des sujets de fond, alors nous allions y aller », explique alors Todd Harris, l'un de ses conseillers. Marco Rubio moque les « cravates de mauvais goût » de Donald Trump, ironise sur le « pire bronzage artificiel » du pays et prédit que la seule chose que son rival sera capable de faire s'il est élu sera de « rendre l'Amérique orange ». « Vous avez vu ses mains ? » lance-t-il lors d'un meeting de campagne en Virginie. « Vous savez ce qu'on dit des hommes qui ont de petites mains ? » poursuit-il dans un registre graveleux qui ne lui ressemble guère. Donald Trump répond sur le même ton, assurant n'avoir aucun problème, qu'il s'agisse de la taille de ses mains ou de quoi que ce soit d'autre. Les coups volent bas. Mais la dynamique ne s'inverse pas et la stratégie de Marco Rubio échoue.

La charge de James Comey sur le physique du président surprend, déçoit aussi ceux qui espéraient qu'il garde de la hauteur. Face aux critiques, il évoque la maladresse de l'écrivain novice, la volonté de plaire à l'éditeur. « Je n'ai pas voulu me moquer du président », assure-t-il sans convaincre. Il regrette même certaines lignes, déplorant qu'elles aient donné « un prétexte à ceux qui n'ont pas lu le livre pour l'attaquer ».

Sans surprise, la réplique de Donald Trump est vive, il traite l'ancien premier flic des États-Unis de « raclure ».

Mais l'essentiel est ailleurs. La passe d'armes entre les deux hommes n'a été qu'un épiphénomène et James Comey a basculé dans le camp des anti-Trump. Il continuera, à intervalles réguliers, à rédiger des tribunes comme autant de mises en garde contre les dérives et les dangers de la présidence Trump. Mais sa parole n'aura plus jamais le même poids. L'anecdote illustre l'art de pousser ses adversaires à la faute.

À chaque provocation, la base électorale de Donald Trump est extatique. Elle se régale de sa combativité, d'une rupture avec le langage archipolicé et les habiletés rhétoriques de Washington qui sont à ses yeux autant de signes de déconnexion avec la réalité de l'Amérique profonde. Ses détracteurs, eux, s'alarment de la dégradation de la parole présidentielle, de la fragilisation des institutions.

Et pour les observateurs de cette présidence hors norme, le même débat resurgit, quotidiennement : que faire des mots de Donald Trump ? Hausser les épaules et passer à autre chose pour éviter de se laisser entraîner dans les tornades qu'il déclenche à dessein ? Ou, à l'inverse, analyser chaque phrase, chaque mot, exiger des comptes, sans relâche, de la part du « président le plus antidémocratique » de l'histoire américaine, selon les termes de l'ancienne secrétaire d'État démocrate Madeleine Albright ?

Journalistes, analystes, historiens peinent à trouver la bonne focale. Donald Trump le sait et s'en délecte. Parmi ses thèmes de prédilection : la question de la durée de sa présidence. Loin de la posture du président rassembleur, il joue avec ce sujet sensible, sans relâche et avec une forme d'humour provocateur.

La Constitution américaine est limpide : le 22^e amendement,

voité après la mort de Franklin Delano Roosevelt, dispose que « personne ne peut être élu président plus de deux fois ». Lorsque au printemps 2018 le Parlement chinois abolit la limitation des mandats présidentiels et permet à Xi Jinping d'envisager un règne sans limites, Donald Trump ne laisse pas passer l'occasion. « Président à vie... Il a réussi à le faire. Je pense que nous devrions essayer un jour », plaisante-t-il devant des donateurs républicains réunis dans son club de luxe de Mar-a-Lago. Quelques semaines plus tard, il évoque, amusé, la possibilité de faire quatre mandats consécutifs. « Devrions-nous revenir aux seize ans ? » lance-t-il lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, dans une référence apparente au même Franklin Delano Roosevelt, seul président de l'histoire élu quatre fois (mais qui ne passa cependant que douze ans au pouvoir, sa présidence ayant été interrompue par sa mort le 12 avril 1945). « La dernière fois que j'ai fait une blague sur ce thème, les journaux ont commencé à dire : il a des tendances de despote ! » s'amuse Donald Trump.

Au printemps 2019, après avoir inlassablement dénoncé pendant des mois la « chasse aux sorcières » que représente à ses yeux l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur l'ingérence russe dans la campagne, il insiste. Il retweete le message de Jerry Falwell Jr., président de la très conservatrice Liberty University, en Virginie, qui suggère d'ajouter deux années à son mandat pour compenser le temps perdu.

L'accumulation de ces allusions est dangereuse, tonnent une partie de la famille démocrate et certains universitaires. La limite des mandats est l'un des piliers de la démocratie, le sujet ne peut être évoqué à la légère, surtout par celui qui occupe le bureau Ovale. Et de rappeler

que Donald Trump n'en est pas à sa première sortie sur le fonctionnement de la démocratie américaine. Pendant plusieurs mois, il a – très sérieusement et sans le moindre élément factuel à l'appui – affirmé que des millions de personnes ont voté de manière illégale en 2016 et que c'est la raison pour laquelle il a perdu le vote populaire face à Hillary Clinton.

« Sur la base de mon expérience de travail avec M. Trump, je crains que, s'il perd l'élection en 2020, il n'y ait pas de passation de pouvoir pacifique », lâche, lors d'une audition devant le Congrès, Michael Cohen. Ce dernier fut, pendant des années, l'avocat et l'homme des basses besognes de l'homme d'affaires de New York avant de se retourner spectaculairement contre lui une fois condamné à de la prison ferme pour fraude bancaire et infraction à la loi relative au financement des campagnes électorales.

Plaisanter sur le nombre de mandats de Donald Trump est de bonne guerre, répond son entourage, c'est une façon comme une autre de refléter l'enthousiasme qu'il suscite au cœur de sa base électorale. Le premier cercle déplore que tous ses propos soient mécaniquement pris au premier degré.

Une partie de l'Amérique, aveuglée par la détestation de tout ce que Donald Trump représente, lui refuse le droit à l'humour.

LE SENS DU SHOW

La quête de l'image parfaite est une obsession ancienne dans la politique américaine. Barack Obama poussa le jeu

très loin en limitant à outrance l'accès des photographes de presse à ses activités, leur préférant en de nombreuses occasions son photographe personnel, Pete Souza, qui délivrait inmanquablement des clichés millimétrés et flatteurs destinés à façonner sa place dans l'histoire. Mais la quête de Donald Trump est d'une autre nature. C'est celle du grand moment de télévision, sans se soucier de la veille ou du lendemain. Comme une fin en soi. Et il a, dans ce registre, un talent à nul autre pareil.

Ce 8 mars 2018, le président américain tire lui-même la porte bleue coulissante située juste à côté du podium de la salle de presse de la Maison Blanche. Notre stupéfaction est totale. Non seulement parce qu'il ne s'est pas annoncé, mais surtout parce qu'il a consciencieusement évité l'endroit depuis son arrivée au pouvoir. Il ne s'installe pas derrière le pupitre pour un discours ou une conférence de presse. Ce jour-là, il vient juste vanter, dans une certaine effervescence, une « annonce importante » à venir. Interrogé peu après dans les couloirs de la West Wing par Jonathan Karl, correspondant de la chaîne ABC, il ne cache pas son excitation. S'agit-il de discussions avec la Corée du Nord ? « C'est presque au-delà de ça ! J'espère que vous reconnaîtrez mes mérites. »

Quelques heures plus tard, nous nous pressons à l'extérieur du bâtiment pour écouter Chung Eui-yong, conseiller national sud-coréen à la sécurité, annoncer dans une brève allocution que Kim Jong-un a proposé un sommet à Donald Trump. Et préciser que ce dernier a donné son accord. Le leader nord-coréen « a fait part de son désir de rencontrer le président Trump le plus vite possible. [...] Le président Trump a dit qu'il rencontrerait Kim Jong-un

d'ici à la fin mai pour parvenir à la dénucléarisation permanente. » Rapidement, la Maison Blanche confirme que le président américain, 72 ans, qui qualifiait quelques mois plus tôt M. Kim de « petit homme-fusée » et de « cinglé », a accepté la proposition du dirigeant trentenaire. Cette journée extraordinaire s'achève par un tweet de @realDonaldTrump traduisant son impatience, et sa conviction qu'il est sur le point de réussir là où tous ses prédécesseurs ont échoué.

Kim Jong-un a parlé de dénucléarisation avec les représentants sud-coréens, pas simplement d'un gel. Et pas de tests de missiles par la Corée du Nord pendant cette période. Grands progrès mais les sanctions resteront en place jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé. La rencontre est en cours d'organisation !

Le sommet est prévu en juin, à Singapour. « Il y a de l'excitation dans l'air ! » tweete Trump le 11 juin 2018, au premier jour de sa visite dans la cité-État. Le soir même, Kim Jong-un, dirigeant d'un des pays les plus fermés au monde, s'offre une spectaculaire sortie nocturne. Mine réjouie, il visite les hauts lieux touristiques de la ville, dont le jardin botanique ultramoderne, avant de regagner son hôtel de luxe.

Le lendemain, le sommet tant attendu a enfin lieu. Après une longue poignée de main, un tête-à-tête d'une quarantaine de minutes, une réunion de travail et un déjeuner, Donald Trump évoque une « rencontre fantastique » qui s'est déroulée « mieux que quiconque aurait pu l'imaginer ». Puis les deux hommes, assis côte à côte derrière un immense bureau de bois, signent une déclaration commune qui reprend de précédents engagements du

régime nord-coréen, jamais mis en œuvre. « Kim Jong-un a réaffirmé son engagement ferme et inébranlable en faveur d'une dénucléarisation complète de la péninsule coréenne », est-il écrit. Une formule extrêmement vague qui permet à chaque partie d'en donner l'interprétation qu'elle souhaite.

La journée s'achève par l'une des conférences de presse les plus mémorables de la présidence Trump. Elle débute par la projection d'un film conçu par l'exécutif américain. La vidéo trace à grands traits deux voies possibles pour Kim Jong-un : l'isolement accru et les sanctions jusqu'à l'étranglement, ou, en cas de renoncement complet à l'arme nucléaire, un avenir radieux et une prospérité économique sans limites pour le pays et son jeune dirigeant. Dès la projection terminée, Trump apparaît sur le podium.

C'est une vidéo que nous avons donnée à Chairman Kim et à son équipe. Elle résume beaucoup de choses. Elle résume beaucoup de choses qui pourraient être faites. C'est un pays formidable qui a le potentiel d'être un endroit incroyable. Quand vous y réfléchissez, ils sont entre la Corée du Sud et la Chine, ils ont un potentiel gigantesque. Et je pense qu'il comprend parfaitement cela et qu'il veut prendre les bonnes décisions.

Tout sourire, le président s'attarde sur les atouts touristiques de la Corée du Nord qui dispose de « très belles plages ». Il se montre particulièrement élogieux à l'égard de Kim Jong-un, un homme « très talentueux ». « Vous seriez surpris. Très intelligent. Très bon négociateur. Il veut faire ce qui est bien », insiste-t-il. Il précise qu'il se rendra, le moment venu, à Pyongyang, et qu'il invitera « Chairman Kim » à la Maison Blanche.

JÉRÔME CARTILLIER ET GILLES PARIS AMÉRIQUE ANNÉES TRUMP

Depuis l'élection de Donald Trump en novembre 2016, Jérôme Cartillier et Gilles Paris suivent au quotidien ses points de presse improvisés dans le bureau Ovale, ses voyages à l'étranger à bord d'Air Force One, ses tweets à l'emporte-pièce, la valse de ses conseillers et ministres, ses déplacements entre Washington et sa luxueuse résidence de Mar-a-Lago ainsi que les meetings d'une campagne électorale permanente.

Décryptant les bouleversements d'une société soumise aux électrochocs de la Maison Blanche, la déstabilisation inouïe de l'ordre mondial par la montée de l'antagonisme avec la Chine et l'Union européenne, les auteurs nous livrent le premier récit circonstancié de la présidence du magnat de l'immobilier et de la télé-réalité qui a bravé tous les codes, mêlé business familial et conduite des affaires de l'État, mais survécu à l'impeachment – s'appuyant jusqu'en février 2020 sur des indicateurs économiques au beau fixe.

Ils nous font vivre l'irruption du Covid-19 aux États-Unis et sa gestion erratique, ainsi que les tensions raciales exacerbées par les violences policières à l'occasion de la mort de George Floyd.

Tandis que la planète retient son souffle, ravagée par la pandémie et se préparant à une crise économique sans égal, l'échéance présidentielle américaine n'a jamais été aussi cruciale.

Jérôme Cartillier est correspondant de l'Agence France-Pressé à la Maison Blanche depuis 2014.

Gilles Paris est correspondant du quotidien *Le Monde* à Washington depuis la même date.



Amérique Années Trump
Jérôme Cartillier et Gilles Paris

Cette édition électronique du livre
Amérique Années Trump de Jérôme Cartillier et Gilles Paris
a été réalisée le 1^{er} septembre 2020 par les Éditions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782072855252 - Numéro d'édition : 355270).

Code Sodis : U28060 - ISBN : 9782072855283.

Numéro d'édition : 355273